

## **« LA FAUTE À LA CONSTITUTION ? »**

### **Hymne funèbre pour Touadéra le Liquidateur**

Tout est bon pour nous faire croire,  
Que tout notre malheur provient d'elle et d'elle seule :  
La Constitution du 30 mars 2016.

Qu'ils pillent l'État, c'est la faute à la Constitution ;  
Qu'ils négligent le Peuple, c'est la faute à la Constitution ;  
Qu'ils soient indifférents aux massacres de Centrafricains, la faute encore à la Constitution ;  
Qu'ils ne compatissent pas au sort des réfugiés, des déplacés, des inondés, des malades :  
toujours la faute à la Constitution.

À les entendre encore :

C'est par la faute de cette Constitution :  
Qu'ils ont nommé les chefs criminels au gouvernement ;  
Qu'ils ont arraché le criminel Hassan Boubou des mains de la justice ;  
Qu'ils ont décrété l'impunité pour tous les criminels qui les servent :  
Des Wagners qui tuent et violent dans les provinces,  
Aux Kossimatchi et autres Doneng qui exécutent dans la capitale.

C'est la faute à la Constitution :  
S'ils ont remplacé notre Conseil des Ministres par leur Conseil de tribu ;  
S'ils ne nomment aux postes clés de notre État que les membres de leurs familles ;  
Si les sièges de nos institutions sont devenus des repères de malfrats internationaux ;  
S'ils fraudent systématiquement aux élections ;  
S'ils corrompent les Députés pour voter les Lois ;  
S'ils ont transformé les biens de l'État en leurs propriétés privées ;  
S'ils ont généralisé la corruption.

C'est encore la faute à la Constitution :  
S'ils tuent la liberté des citoyens :  
Liberté de parler, liberté de se réunir, liberté de circuler, liberté de manifester, et même  
liberté de choisir nos représentants ;  
S'ils vendent la RCA morceau après morceau à l'étranger :  
La nationalité, les terres, le sous-sol ;  
S'ils vendent ainsi la condition d'Êtres libres des Centrafricains,  
Condamnés à servir d'esclaves à d'autres demain.

C'est toujours et encore la faute à la Constitution :  
S'ils n'ont construit aucune école ;  
S'ils n'ont bâti aucun hôpital et pas même un dispensaire ;  
Si l'Université est en lambeaux ;  
S'il n'y a pas d'eau potable jusque dans la capitale ;  
Si les rues de cette capitale rivalisent de trous ;  
Si les routes du pays sont pires que des pistes de brousse ;

S'ils n'ont pas créé d'emplois pour les jeunes ;  
Si les Centrafricains ne peuvent plus cultiver, commercer, entreprendre en paix ;  
Si les prix des denrées alimentaires assomment et affament les familles.

Bref, à les entendre, c'est la faute à la Constitution :  
S'ils n'aiment pas la terre de Centrafrique, et s'ils n'aiment pas les Centrafricains, au point  
d'avoir décidé de liquider les deux.

Mais qu'ils se le disent : leurs arguties ne trompent plus, et pas même ceux-là :  
Ceux-là dont les pieds ont été achetés à vil prix pour leurs marches forcées ;  
Ceux-là dont les mains ont été réquisitionnées pour acclamer la forfaiture,  
Ceux-là dont les voix ont été louées pour encenser l'inacceptable.

Car la fin de la manipulation a sonné.

Au Président Touadéra de choisir :  
Soit aimer la RCA, soit la quitter ;  
Soit gouverner pour les Centrafricains, soit dégager !

Pr Jean-François AKANDJI-KOMBÉ  
Citoyen Centrafricain  
Président de Citoyens Debout et Solidaires Centrafrique (CDS-CA)  
Coordonnateur international du G-16